

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 1776

[2009/11227]

14 MAI 2009. — Arrêté ministériel portant retrait, destruction et interdiction de la mise sur le marché des extincteurs sous forme d'aérosol de la marque Pyromaster

Le Ministre du Climat et de l'Energie,

Vu la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services, l'article 2, modifié par la loi du 18 décembre 2002, et l'article 5, remplacé par loi du 4 avril 2001 et modifié par la loi du 18 décembre 2002;

Considérant que cinq accidents ont été notifiés par des consommateurs où des extincteurs sous forme d'aérosol de la marque Pyromaster ont explosé par détachement du fond de l'aérosol;

Considérant que ces aérosols sont vendus sous les types Maison & Bureau, Graisse et Auto, que les notifications concernaient deux de ces types, mais qu'il n'y a pas d'indication que les trois types présentent une différence de niveau de sécurité;

Considérant qu'aussi bien le distributeur belge, la firme Befrako, que son fournisseur néerlandais, la firme Gizmo Retail, ont été entendus concernant cette problématique;

Considérant qu'il s'avère de ces contacts que le fabricant allemand de ce produit, la société Pyromaster, n'existe plus;

Considérant que l'explosion de ces extincteurs sous forme d'aérosol peut entraîner des blessures graves;

Considérant que ces aérosols présentent un risque grave;

Considérant que la seule manière de prémunir contre le risque est la destruction des produits;

Considérant que les utilisateurs doivent être informés du danger que ces aérosols présentent;

Considérant qu'il est nécessaire d'empêcher aussitôt que possible, dans l'intérêt de la sécurité des utilisateurs et afin d'éviter de nouveaux accidents, que ces produits ne se retrouvent sur le marché belge,

Arrête :

Article 1^{er}. La mise sur le marché des extincteurs sous forme d'aérosol de la marque Pyromaster, types Maison & Bureau, Graisse et Auto, est interdite.

Art. 2. Les produits visés à l'article 1^{er} doivent être retirés du marché et détruits.

Art. 3. Le producteur doit prévenir l'utilisateur de façon adéquate et efficace et prévoir la reprise des produits en vue de leur remboursement.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 14 mai 2009 et cesse d'être en vigueur le 13 mai 2010.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

P. MAGNETTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 1776

[2009/11227]

14 MEI 2009. — Ministerieel besluit houdende het uit de handel nemen, de vernietiging en het verbod van het op de markt brengen van de brandwerende spuitbussen van het merk Pyromaster

De Minister van Klimaat en Energie,

Gelet op de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten, artikel 2, gewijzigd bij de wet van 18 december 2002, en artikel 5, vervangen bij de wet van 4 april 2001 en gewijzigd bij de wet van 18 december 2002;

Overwegende dat door consumenten vijf ongevallen werden gemeld waarbij brandblussende spuitbussen van het merk Pyromaster zijn ontploft door het loskomen van de bodem van de spuitbus;

Overwegende dat deze spuitbussen onder de types Huis & Bureau, Vet en Auto worden verkocht, dat er meldingen over twee van deze types waren, maar dat er geen aanwijzingen zijn dat de drie types een verschillend veiligheidsniveau vertonen;

Overwegende dat zowel de Belgische verdeler, de firma Befrako als zijn Nederlandse leverancier, de firma Gizmo Retail werden gehoord omtrent deze problematiek;

Overwegende dat uit deze contacten bleek dat de Duitse fabrikant van dit product, de firma Pyromaster, niet meer bestaat;

Overwegende dat het ontploffen van deze brandblussende spuitbussen tot ernstige verwondingen kan leiden;

Overwegende dat deze spuitbussen een ernstig risico vertonen;

Overwegende dat de enige manier om het risico te weren, de vernietiging van de producten is;

Overwegende dat de gebruikers moeten geïnformeerd worden over het gevaar dat deze spuitbussen vertonen;

Overwegende dat het noodzakelijk is zo spoedig mogelijk, in het belang van de veiligheid van de gebruikers en om nieuwe ongevallen te voorkomen, ter vermijden dat deze producten op de Belgische markt worden gebracht,

Besluit :

Artikel 1. Het op de markt brengen van de brandblussende spuitbussen van het merk Pyromaster, types Huis & Bureau, Vet en Auto wordt verboden.

Art. 2. De in artikel 1 vermelde producten moeten worden uit de handel genomen en vernietigd.

Art. 3. De producent moet de gebruiker aangepast en doeltreffend waarschuwen en voorzien in de terugname van de producten met het oog op de terugbetaling.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 mei 2009 en treedt buiten werking op 13 mei 2010.

Brussel, 14 mei 2009.

P. MAGNETTE

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1777

[2009/202165]

30 AVRIL 2009. — Décret portant des dispositions modifiant la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973, le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 58sexies, § 1^{er}, de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973, après "toute personne morale qui exerce", les mots "à titre principal" sont supprimés.

Art. 2. A l'article 26, § 3, de la même loi, il est ajouté l'alinéa suivant : "Le Gouvernement peut conclure, le cas échéant indépendamment de la procédure de concertation visée aux alinéas précédents, toute forme de convention avec les personnes physiques ou morales qu'il désigne pour favoriser la mise en œuvre du régime de gestion active d'un site Natura 2000 ou de toute autre mesure susceptible de contribuer à la cohérence du réseau Natura 2000. Le Gouvernement peut fixer les modalités d'élaboration et de révision, la durée et le contenu des conventions ainsi que les modalités de contrôle et de sanction de leur inexécution, sans préjudice des dispositions visées à l'article 31".

Art. 3. L'article 31 de la même loi est modifié comme suit :

1° dans la première ligne de l'alinéa 1^{er}, après les mots "de gestion active" sont ajoutés les mots "et peut favoriser l'adoption de toute mesure susceptible de contribuer à la cohérence du réseau Natura 2000";

2° au point 1°, les mots", conformément à un règlement qu'il arrête, au plus tard dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent décret, et" sont supprimés;

- après les mots "pour assurer l'exécution d'un contrat de gestion active" sont ajoutés les mots "ou de toute autre forme de convention ou d'engagement";

- après les mots "lorsqu'un tel contrat" sont ajoutés les mots, "une telle convention ou un tel engagement";

3° à l'alinéa 2, après les mots "relatives aux forêts ou à l'agriculture" sont ajoutés les mots "si elles ont pour effet de rétribuer, au total, plus d'une fois un même engagement de la part de son bénéficiaire. Le Gouvernement peut fixer des règles de cumul plus strictes";

4° les alinéas 3 et 4 suivants sont ajoutés : "Le Gouvernement peut octroyer, au bénéfice des personnes physiques et morales qu'il désigne, des indemnités pour compenser tout ou partie des pertes de revenus induites par la mise en œuvre du régime préventif.

Dans les limites budgétaires, le Gouvernement peut fixer le montant et les conditions d'octroi des subventions et indemnités visées aux alinéas précédents, les modalités de paiement, les modalités de contrôle et de sanction en cas de non-respect des conditions d'octroi ainsi qu'une procédure de recours des bénéficiaires contre les décisions d'octroi et/ou de refus."

Art. 4. A l'article D 161, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 5 juin 2008, les termes "ayant qualité d'officier de police judiciaire" sont omis.

Art. 5. A l'article D 162 du même livre, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 2, les termes "ayant qualité d'officier de police judiciaire" sont omis;

- à l'alinéa 3, les termes "en ce compris l'agent de la police locale" sont ajoutés;

- à l'alinéa 4, les termes, "de soixante jours pour les infractions de troisième catégorie et de nonante jours pour les infractions de deuxième catégorie" sont remplacés par les termes "ou de soixante jours pour les infractions de troisième ou de deuxième catégorie";

- au dernier alinéa, les termes, "soixante ou nonante" sont remplacés par les termes "ou soixante".

Art. 6. Dans l'article D 163 du même livre, inséré par le décret du 5 juin 2008, l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante :

"En outre, il peut imposer la remise en état des lieux."

Art. 7. Dans le même livre, il est inséré un article D 169bis libellé comme suit :

"Art. D 169bis. - Le conseil communal et le Gouvernement wallon peuvent prévoir une procédure de médiation dans le cadre du présent titre. Celle-ci est obligatoire lorsque l'infraction a été commise par un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits."

Art. 8. L'article 45 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Les charges ne comportent ni les études relatives aux frais d'investigation sur les terrains pollués ou potentiellement pollués, ni les actes et travaux d'assainissement du sol."

Art. 9. A l'article 133, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes suivants sont ajoutés :

"sauf en ce qui concerne les frais générés par les devoirs d'investigation sur les terrains pollués ou potentiellement pollués et d'assainissement du sol, en ce compris les frais de démolition et de remise en état nécessités par celui-ci."

Art. 10. Dans l'article 8 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le paragraphe 1^{er}, modifié par les décrets du 11 mars 2009, du 20 décembre 2001 et du 22 mars 2007, est complété par un 6° rédigé comme suit :

"6° soumettre à convention préalable avec la commune ou l'intercommunale territorialement concernée la collecte de déchets ménagers par des tiers."

Art. 11. L'article 10 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut soumettre à enregistrement les personnes physiques ou morales transportant des quantités limitées de déchets dangereux, dans les cas et aux conditions qu'il détermine."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE
Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD
Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT
La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET
Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA
Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT
Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*
Documents du Parlement wallon, 964 (2008-2009) N^{os} 1 à 4.
Compte rendu intégral. — Séance publique du 30 avril 2009.
Discussion. — Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1777

[2009/202165]

30. APRIL 2009 — Dekret mit Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren-gesetzbuches und des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 58*sexies*, § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird in der französischen Fassung der Wortlaut "à titre principal" nach "toute personne morale qui exerce" gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 26, § 3 desselben Gesetzes wird der folgende Absatz eingefügt: "Die Regierung kann ggf. unabhängig von dem in den oben stehenden Absätzen genannten Konzertierungsverfahren eine Vereinbarung in gleich welcher Form mit den natürlichen oder juristischen Personen abschließen, die sie bezeichnet, um die Umsetzung der Regelung zur aktiven Bewirtschaftung eines Natura 2000-Gebiets oder aller weiteren Maßnahmen, die zur Kohärenz des Natura 2000-Netzes beitragen können, zu fördern. Die Regierung kann die Modalitäten für die Ausarbeitung und Revision, die Dauer und den Inhalt der Vereinbarungen sowie die Modalitäten für die Kontrolle und die Strafmaßnahmen im Falle deren Nichtdurchführung festlegen, unbeschadet der in Artikel 31 genannten Bestimmungen."

Art. 3 - Artikel 31 desselben Gesetzes wird in der französischen Fassung wie folgt abgeändert:

1° in der ersten Zeile von Absatz 1 wird der Wortlaut "et peut favoriser l'adoption de toute mesure susceptible de contribuer à la cohérence du réseau Natura 2000" nach "de gestion active" eingefügt;

2° in der Nummer 1o wird der Wortlaut ", conformément à un règlement qu'il arrête, au plus tard dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent décret, et" gestrichen;

- nach dem Wortlaut "pour assurer l'exécution d'un contrat de gestion active" wird der Wortlaut "ou de toute autre forme de convention ou d'engagement" eingefügt;

- nach dem Wortlaut "lorsqu'un tel contrat" wird der Wortlaut, "une telle convention ou un tel engagement" eingefügt;

3° in Absatz 2 wird nach "relatives aux forêts ou à l'agriculture" der Wortlaut "si elles ont pour effet de rétribuer, au total, plus d'une fois un même engagement de la part de son bénéficiaire. Le Gouvernement peut fixer des règles de cumul plus strictes" eingefügt;

4° die nachstehenden Absätze 3 und 4 werden hinzugefügt: "Die Regierung kann zugunsten der von ihr bezeichneten natürlichen und juristischen Personen Entschädigungen gewähren, um die auf die Umsetzung der Präventivregelung zurückzuführenden Einkommensverluste ganz oder teilweise auszugleichen.

Innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den Betrag und die Bedingungen für die Gewährung der in den oben stehenden Absätzen genannten Zuschüsse und Entschädigungen, die Zahlungsmodalitäten, die Modalitäten für die Kontrolle und die Strafmaßnahmen im Falle der Nichteinhaltung der Gewährungsbedingungen sowie ein Beschwerdeverfahren zugunsten der Anspruchsberechtigten gegen die Gewährungs- und Ablehnungsbeschlüsse festlegen."

Art. 4 - In Artikel D.161, Absatz 1 des durch das Dekret vom 5. Juni 2008 eingefügten Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut, "der die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier hat" gestrichen.

Art. 5 - In Artikel D.162 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- in Absatz 2 wird der Wortlaut "der die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier hat" gestrichen;

- in Absatz 3 wird der Wortlaut "einschließlich des Bediensteten der lokalen Polizei" nach "festgestellt hat" eingefügt;

- in Absatz 4 wird der Wortlaut, "von sechzig Tagen für die Verstöße der dritten Kategorie, und von neunzig Tagen für die Verstöße der zweiten Kategorie" durch den Wortlaut "oder von sechzig Tagen für die Verstöße der dritten oder zweiten Kategorie" ersetzt;

- im letzten Absatz wird der Wortlaut "sechzig oder neunzig" durch "oder sechzig" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel D.163 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird Absatz 4 durch folgenden Satz ergänzt:

"Er kann außerdem die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten auferlegen."

Art. 7 - In dasselbe Buch wird ein Artikel D.169bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.169bis - Der Gemeinderat und die Wallonische Regierung können im Rahmen vorliegenden Titels ein Vermittlungsverfahren vorsehen. Dieses Verfahren ist verpflichtet, wenn die Übertretung von einem Minderjährigen begangen worden ist, der zum Zeitpunkt der Übertretung das sechzehnte Lebensjahr vollendet hatte."

Art. 8 - Artikel 45 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches wird durch einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

"Die Lasten umfassen weder die Studien betreffend die Untersuchungskosten an den verschmutzten oder potentiell verschmutzten Standorten noch die Handlungen und Arbeiten zur Sanierung des Bodens."

Art. 9 - In Artikel 133, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird in der französischen Fassung der nachstehende Wortlaut hinzugefügt:

"sauf en ce qui concerne les frais générés par les devoirs d'investigation sur les terrains pollués ou potentiellement pollués et d'assainissement du sol, en ce compris les frais de démolition et de remise en état nécessités par celui-ci."

Art. 10 - In Artikel 8 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird der durch die Dekrete vom 11. März 2009, 20. Dezember 2001 und 22. März 2007 abgeänderte Paragraph 1 durch eine Nummer 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° die Sammlung von Hausmüll durch Dritte einer vorherigen Vereinbarung mit der Gemeinde oder der territorial betroffenen Interkommunalen unterwerfen."

Art. 11 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 1 kann die Regierung die natürlichen oder juristischen Personen, die begrenzte Mengen von gefährlichen Abfällen befördern, in den von ihr bestimmten Fällen und Bedingungen einer Registrierung unterwerfen."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 964 (2008-2009), Nr. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2009.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1777

[2009/202165]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende bepalingen tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, van Boek I van het Milieuwetboek, van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten en van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 58sexies, § 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden de woorden "als hoofdberoep" na de woorden "Elke natuurlijke of rechtspersoon die" geschrapt.

Art. 2. In artikel 26, § 3, van dezelfde wet wordt het volgende lid ingevoegd : "De Regering kan, desgevallend los van de overlegprocedure bedoeld in de vorige leden, elk type van overeenkomst sluiten met de natuurlijke of rechtspersonen die zij aanwijst ter bevordering van de tenuitvoerlegging van het stelsel van actief beheer van een site Natura 2000 of van elke andere maatregel die kan bijdragen tot de cohesie van het netwerk Natura 2000. De Regering kan de modaliteiten tot uitwerking en herziening van de overeenkomsten, de duur en de inhoud hiervan vastleggen, alsook de modaliteiten voor de controle en de bestraffing in geval van niet uitvoering, onverminderd de bepalingen van artikel 31."

Art. 3. Artikel 31 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1° in de eerste lijn van het eerste lid worden de woorden "en kan de aanneming bevorderen van elke maatregel die kan bijdragen tot de cohesie van het netwerk Natura 2000" ingevoegd;

2° in punt 1o worden de woorden ", overeenkomstig een reglement die zij vastlegt, uiterlijk binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, en" geschrapt;

- worden de woorden "of van elk ander type van overeenkomst of verbintenis" ingevoegd;

- worden de woorden, "een dergelijke overeenkomst of verbintenis" ingevoegd;

3° in het tweede lid worden de woorden "indien ze tot gevolg hebben dat ze in totaal meer dan één keer dezelfde verbintenis van haar begunstigde betalen". De Regering kan striktere cumulregels vastleggen";

4° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een derde en een vierde lid, luidend als volgt : "De Regering kan ten gunste van de natuurlijke en rechtspersonen die zij aanwijst vergoedingen toekennen ter compensatie van het geheel of van een gedeelte van de inkomensverliezen te wijten aan de tenuitvoerlegging van het preventieve stelsel.

Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering het bedrag en de voorwaarden tot toekenning van de in de vorige leden bedoelde subsidies en vergoedingen bepalen; ze kan eveneens de betalingsmodaliteiten, de controle- en bestraffingsmodaliteiten in geval van niet naleving van de toekenningsvoorwaarden vastleggen, alsook, voor de begunstigten, een procedure van beroep tegen de beslissingen tot toekenning en/of weigering".

Art. 4. In artikel D 161, eerste lid, van boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 worden de woorden "met de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie" weggelaten.

Art. 5. In artikel D 162 van hetzelfde boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het tweede lid worden de woorden "met de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie" weggelaten;

- in het derde lid worden de woorden "met inbegrip van de plaatselijke politieagent" toegevoegd;

- in het vierde lid worden de woorden ", van zestig dagen voor de overtredingen van derde categorie en van negentig dagen voor de overtredingen van tweede categorie" vervangen door de woorden "of van zestig dagen voor de overtredingen van derde of tweede categorie";

- in het laatste lid worden de woorden, "zestig of negentig" vervangen door de woorden "of zestig".

Art. 6. In artikel D 163 van hetzelfde boek, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, wordt het vierde lid aangevuld met volgende zin :

"Hij kan bovendien het herstel van de plaats opleggen."

Art. 7. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel D 169bis, luidend als volgt :

"Art. D 169bis. - De gemeenteraad en de Waalse Regering kunnen in het raam van deze titel in een bemiddelingsprocedure voorzien. Die procedure is verplicht wanneer de overtreding begaan wordt door een minderjarige die de volle leeftijd van zestien jaar bereikt heeft op het moment van de feiten."

Art. 8. Artikel 45 van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt aangevuld met volgend lid :

"De lasten slaan niet op de studies betreffende de kosten van onderzoeken verricht op de verontreinigde of potentieel verontreinigde terreinen, noch op de grondsaneringshandelingen en -werken."

Art. 9. Artikel 133, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende woorden :

"behalve wat betreft de kosten i.v.m. de plichten tot onderzoek op de verontreinigde of potentieel verontreinigde terreinen en tot bodemsanering, m.i.v. de afbraak- en herstellkosten voor de sanering."

Art. 10. In artikel 8 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt paragraaf 1, gewijzigd bij de decreten van 11 maart 2009, 20 december 2001 en 22 maart 2007, aangevuld met een punt 6o, luidend als volgt :

"6° de ophaal van huisafval door derden onderwerpen aan een voorafgaande overeenkomst met de gemeente of de territoriaal betrokken intercommunale."

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

"In afwijking van het eerste lid kan de Regering de natuurlijke of rechtspersonen die beperkte hoeveelheden gevaarlijke afval vervoeren aan registratie onderwerpen in de gevallen en onder de voorwaarden die zij bepaalt."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) Zitting 2008-2009.

Stukken van het Waals Parlement 964 (2008-2009) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking. — Stemmingen.